



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Fonds de Dotation EPI

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fonds de Dotation EPI

6 Avenue d'Iéna 75116 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre





KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## Fonds de Dotation EPI

6 Avenue d'Iéna 75116 PARIS

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'attention du Conseil d'administration du Fonds de Dotation EPI,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de Dotation EPI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes





auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Administrateurs.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :





- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 26 juin 2025

KPMG SA

Alphonse DELAROQUE

Associé





FONDS DE DOTATION EPI  
BILAN

FONDS DE DOTATION EPI  
BILAN

ACTIF	2024			2023	PASSIF	2024	2023
	Brut	Amort.prov.	Net	Net			
Actif immobilisé : Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles Immobilisations financières					Fonds associatifs et réserves : <u>Fonds propres</u> Fonds associatifs sans droit de reprise Ecart de réévaluation Réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice (excédent)	- 3 193,22 1 373,08	- 881,41 - 2 311,81
TOTAL I					<u>Autres fonds associatifs</u> Fonds associatifs avec droit de reprise Apports Legs et donations Résultat sous contrôle de tiers financeurs Ecart de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées Droit des propriétaires (commodat)		
Actif circulant : Stocks et encours Avances et acomptes sur commandes Créances : Usagers et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités (autres que caisse) Caisse					TOTAL I	- 1 820,14	- 3 193,22
TOTAL II	651,86		651,86	1 949,09	Provisions pour risques et charges (TOTAL II)		
Charges constatées d'avance (III)					Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement sur autres ressources		
					Dettes Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Fournisseurs et comptes rattachés Autres	2 472,00	5 142,31
					Produits constatés d'avance		
					TOTAL III	2 472,00	5 142,31
TOTAL GENERAL (I+II)	651,86		651,86	1 949,09	TOTAL GENERAL (I+II+III)	651,86	1 949,09
ENGAGEMENTS RECUS	-		-		ENGAGEMENTS DONNES		



**FONDS DE DOTATION EPI**  
**COMPTE DE RESULTAT**

	2024	2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
Prestations de services		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Dons	5 000,00	-
Cotisations		
Transferts de charges d'exploitation		
Legs et donations		
Produits liés à des financements réglementaires		
Utilisation des fonds		
TOTAL I	5 000,00	-
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats		
Variation de stocks		
Autres charges externes	3 626,92	2 311,81
Impôts, taxes et versements assimilés		
Rémunération du personnel		
Charges sociales		
Subventions accordées par l'association		-
Dotation aux amortissements		
Dotation aux provisions		
Autres charges		
TOTAL II	3 626,92	2 311,81
1 RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	1 373,08	- 2 311,81
<b>Produits financiers</b>		
<b>Charges financières</b>		
2 RESULTAT FINANCIER	0,00	0,00
3 RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1+2)	1 373,08	- 2 311,81
<b>Produits exceptionnels</b>		
<b>Charges exceptionnelles</b>		
4 RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Impôts sur les sociétés		
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
TOTAL DES PRODUITS	5 000,00	-
TOTAL DES CHARGES	3 626,92	2 311,81
Excédent ou déficit	1 373,08	- 2 311,81
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>Produits</b>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	-	-
<b>Charges</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		



# FONDS DE DOTATION EPI

## ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

### NOTE 1 : FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

#### 1.1. Création et objet social

Le Fonds de dotation EPI a été constitué le 4 janvier 2012.

Le Fonds de dotation EPI a pour objet de recevoir et gérer, en les capitalisant, des biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre gratuit et irrévocable afin de contribuer par l'échange et la mutualisation des bonnes pratiques, à la conservation, au développement et à la valorisation sociale, éducative et culturelle dans les métiers liés à l'art et à la culture, ou en mettant en œuvre un savoir-faire de qualité.

#### 1.2. Donations reçues en 2024

En 2024, le Fonds de dotation EPI a reçu des dons d'un montant total de 5 000€ versés par la société EPI.

### NOTE 2 : PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels 2024 sont établis selon le règlement 2018-06 de l'ANC entré en vigueur le 1er janvier 2020. Ce règlement remplace le règlement CRC n°99.01 du 16 février 1999 modifié par le règlement 2009-01 du 3 décembre 2009, entré en vigueur le 1er janvier 2010, relatif aux règles comptables applicables aux fondations et fonds de dotation.

### NOTE 3 : INFORMATIONS SUR LE BILAN

#### 3.1. Disponibilités

Le Fonds de dotation affiche une trésorerie positive de 651,86 euros au 31 décembre 2024.

#### 3.3 Dettes (autres)

Les autres dettes sont constituées de la provision pour honoraires de commissaires aux comptes.



#### **NOTE 4 : INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

##### **4.1. Charges d'exploitation**

Les charges d'exploitation sont constituées essentiellement des honoraires des commissaires aux comptes.

##### **4.2. Evaluation des contributions volontaires en nature**

Néant

